

# Contrat de louage de chose

L'AN DEUX MILLE DIX HUIT,

Et

Le 13 avril 2018

## ENTRE LES SOUSSIGNES

- Monsieur Claude OLIVE, Président du Syndicat des Mobilités Pays Basque - Adour  
dénommé dans la présente sous le terme de BENEFICIAIRE,

D'UNE PART,

La SCI LE CHESNOIS ayant son siège social Maison Bats- Chemin de Sanguinat 64100  
BAYONNE, immatriculée au RCS de BAYONNE sous le numéro 432 336 675  
représentée par son gérant Monsieur Philippe DEL CASTILLO, dénommée dans la  
présente sous le terme de BAILLEUR,

D'AUTRE PART,

## PREAMBULE

Dans le cadre de mission de service public, le Syndicat des Mobilités souhaite  
prolonger la permanence du Tram'bus dans le quartier Saint-Esprit.

C'est la raison pour laquelle, elle a décidé de prendre en location le local appartenant  
à la SCI LE CHESNOIS dans les conditions ci-dessous définies.

## ARTICLE 1 - DESCRIPTIF-DESIGNATION

Le local mis à disposition du BENEFICIAIRE se situe à Bayonne 20 - place de la  
République au rez-de-chaussée reposant sur la parcelle BI 182 d'une superficie de 61  
m<sup>2</sup> et est composé d'un bureau d'accueil, de deux bureaux, de sanitaires.

Le BENEFICIAIRE déclare bien connaître le local mis à disposition et n'en vouloir une  
plus ample désignation l'ayant vu et visité en vue des présentes.

 1

## ARTICLE 2 - DESTINATION

Le BENEFICIAIRE s'oblige expressément à utiliser les biens loués pour des missions de service public ou d'intérêt général.

Le BENEFICIAIRE s'interdit toute autre activité sans l'accord express et écrit du BAILLEUR.

## ARTICLE 3- DUREE

La présente location est consentie à compter du 23 avril 2018 jusqu'au 31 Juillet 2018.

## ARTICLE 4 - PRIX

### 1) Prix

Le présent louage de choses a lieu moyennant le loyer mensuel 800 € TTC (huit cents euros) charges comprises.

## ARTICLE 5 – CONDITIONS GENERALES

Le présent contrat de mise à disposition est fait sous les conditions ordinaires et de droit en pareille matière et, en outre, aux conditions particulières suivantes que le BENEFICIAIRE sera tenu d'exécuter, à peine de tous dommages et intérêts et même de résiliation immédiate du prêt si bon semble au Syndicat des Mobilités.

1) Le BENEFICIAIRE prendra les biens mis à disposition dans leur état au jour de l'entrée en jouissance sans recours contre le propriétaire pour quelque cause que ce soit, sans pouvoir exiger aucune réparation et, notamment pour mauvais état, vices apparents ou cachés, existence de servitudes apparentes ou occultes et, enfin, d'erreurs dans la désignation sus-indiquée.

Un état des lieux d'entrée et de sortie sera réalisé entre le BENEFICIAIRE et le propriétaire.

2) Le BENEFICIAIRE veillera en bon père de famille à la garde et à la conservation des biens mis à disposition; il s'opposera à tout empiètement et usurpation.

Le BENEFICIAIRE devra tenir les locaux en parfait état d'entretien et de propreté.

Il devra entretenir les locaux pendant toute la durée de la convention et les rendre au terme de la convention, en bon état d'entretien lui incombant, notamment du fait des dégradations survenues.

3) Le BENEFICIAIRE prendra en charge toutes les dégradations provoquées et résultant des activités prévues à l'article 2 « DESTINATION ». Dans tous les cas, il devra prévenir le propriétaire pour la réalisation matérielle des travaux.



Le BENEFICIAIRE fera à ses frais toutes les réparations qui deviendront nécessaires au cours du présent contrat, après avoir reçu l'accord préalable du propriétaire.

Il est ici précisé que le BENEFICIAIRE prendra à sa charge l'ensemble des réparations locatives visées par le décret n° 87-712 du 26 août 1987.

Tous travaux touchant l'ensemble immobilier, y compris des travaux d'embellissement, devront recevoir l'accord préalable du BAILLEUR et toute amélioration fût-elle due à des travaux pris en charge par le BENEFICIAIRE ne donnera droit à aucun paiement d'indemnités de la part du BAILLEUR, ces améliorations étant attachées aux biens mis à disposition.

4) A l'expiration de la présente convention de mise à disposition, le BENEFICIAIRE restituera en nature les biens mis à disposition et ce, dans l'état où ils étaient au jour de la signature des présentes.

5) Le BENEFICIAIRE devra faire assurer et tenir constamment assurés contre l'incendie et pendant la durée de la convention auprès d'une compagnie notoirement solvable son mobilier, le matériel, le recours des voisins, les dégâts des eaux, les explosions, incendies, vandalisme et tous autres risques locatifs.

Il devra également faire couvrir le risque inhérent à la réception de tiers et de dommages à leur égard pouvant intervenir dans le cadre de son activité.

Il devra justifier de ces assurances et de l'acquittement régulier des primes.

Il ne pourra exercer aucun recours contre le propriétaire en cas de vol, de cambriolage ou acte délictueux dont il pourrait être victime dans les lieux loués et devra faire son affaire personnelle de toute assurance à ce sujet.

Le BENEFICIAIRE devra faire parvenir une attestation de sa police d'assurance prise auprès d'un cabinet d'assurance notoirement solvable.

6/ Le BENEFICIAIRE fera son affaire personnelle de l'équipement en mobilier du local mis à disposition.

7/ Le propriétaire ne garantit pas, en cas de vols, les détériorations sans bris, les objets et biens mobiliers appartenant au BENEFICIAIRE qui auraient été déposés par celui-ci dans le local mis à disposition.

Le BENEFICIAIRE devra donc souscrire une assurance adéquate s'il le désire.

#### ARTICLE 6 - REGLEMENTATION

Le BENEFICIAIRE s'engage à ne pas enfreindre les réglementations en vigueur, plus particulièrement liées à la sécurité des biens et des personnes.

#### ARTICLE 7 – SOUS-LOCATION ET SUBSTITUTION

Le BENEFICIAIRE se servira personnellement des biens mis à disposition et ne devra les utiliser que pour l'usage ci-dessus défini.



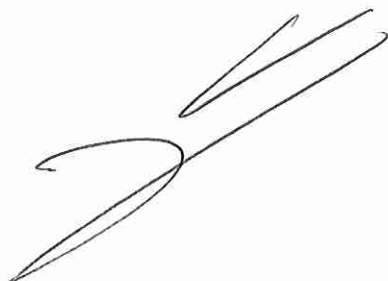
Il ne pourra transférer les droits d'occupation à une autre personne morale sans l'accord du BAILLEUR.

#### ARTICLE 8 -- DOMICILE

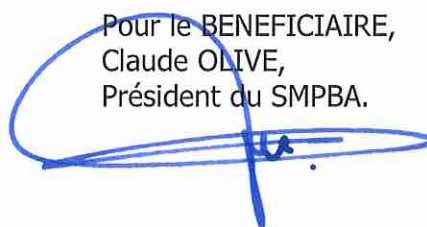
Pour l'exécution des présentes, élection de domicile est faite à Bayonne, à la Communauté d'Agglomération Pays Basque – Adour.

Dont convention sur quatre pages.

Pour le propriétaire,  
Mr Philippe DEL CASTILLO.



Pour le BENEFICIAIRE,  
Claude OLIVE,  
Président du SMPBA.



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 13/04/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 13/04/2018